Convergence Nationale
des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics

Communiqué de presse

POUR LA DEMOCRATIE, POUR UNE POLITIQUE SOCIALE, POUR LES SERVICES PUBLICS

La démocratie c'est en théorie le pouvoir du peuple. A force de la bafouer les gouvernements créent les tensions sociales.

- **Les lycéen·nes**, soutenus par leurs parents, les syndicats enseignants, expriment des revendications connues depuis des années et des années, c'est à dire un prof devant chaque classe et des bâtiments scolaires dignes de ce nom. Face à la violence sociale du budget prévu par le Gouvernement Macron, la jeunesse répond par une mobilisation d'ampleur jamais vue depuis la bataille contre le contrat première embauche en 2006. Elle clame son exigence de moyens pour l'Education nationale, l'université et aussi sa révolte contre Parcoursup qui laisse des milliers de lycéens sans affectation, sans avenir. Cette jeunesse porte haut et fort la devise de la République "liberté, égalité et fraternité" pour sa mise en oeuvre réelle et pas seulement son inscription aux frontons de nos villes. Les manifestations auxquelles participent lycéens, étudiants aux côtés des enseignants, parents, syndicalistes de toutes professions, associations de défense des droits humains sont intergénérationnelles. Elles portent des aspirations profondes pour la justice sociale, le climat, la biodiversité et la paix. Dès le début du mouvement, le Gouvernement a répondu **C'est non** : pas de volonté, pas de budget et choisi la répression et la maltraitance d'enfants, de jeunes plutôt que la réponse aux revendications et se saisit des saccages à côté des manifestations, pour discréditer le mouvement. Pire : on leur interdit presque toute possibilité de manifester … et on envoie la police les interpeller par milliers.
- **Les salarié·es** veulent à minima une augmentation du SMIC, que leurs salaires suivent l'inflation, une augmentation du point d'indice pour les fonctionnaires, l'égalité femmes – hommes.. **C'est non** : les salaires sont jugés trop élevés.
- **Les retraité·es** veulent une pension permettant de vivre, à minima continuer à l'indexer sur l'inflation, un rattrapage du pouvoir d'achat perdu **C'est non** : il est prévu de les baisser à perpétuité. **La population veut pouvoir se soigner. C'est non**, elle se heurte aux déserts médicaux, aux franchises, aux dépassements d'honoraires, au tarif des complémentaires, aux coupes budgétaires sur l'hôpital public, pour faire face au handicap et à la perte d'autonomie, au développement des maladies mentales.
- **La population veut des services publics,** de haute qualité, dans la proximité, pouvoir s'adresser à des personnels pour les renseigner. **C'est non** : elle se heurte à la volonté de démanteler les services publics, aux coupes budgétaires permanentes.
- **Les salarié·es veulent pouvoir manifester librement, dans le calme. C'est non :** les interdictions, les obstacles, les lacrymos, y compris contre les carrés de tête syndicaux, se multiplient. Les black blocs, parfois venus par milliers de l'étranger, attaquent les cortèges syndicaux ou la police avec des méthodes de commandos d'extrême droite. La sécurité des manifestants, comme des commerçants, des bâtiments publics, n'est pas assurée.

NOTRE CAMP, C'EST CELUI DES SERVICES PUBLICS

Nous n'acceptons pas l'autoritarisme, le démantèlement de notre modèle social au profit des actionnaires du CAC 40 et de Wall Street.

L'argent existe. Nous exigeons des augmentations de salaire et des retraites, que le PLFSS et le PLF 2027 donnent les moyens aux services publics et à la protection sociale de répondre aux besoins.

Paris le, 21 octobre 2026